

COMPRENDRE LES RÈGLES D'ATTRIBUTION DU CELI

Une personne peut-elle cotiser au CELI de son conjoint ou de son conjoint de fait? Lorsqu'un particulier fait don ou transfère un montant à son conjoint pour qu'il le verse à son CELI, existe-t-il des règles d'attribution qui prévoient l'imposition des revenus ou des gains en capital futurs du conjoint cédant?

L'alinéa 146.2(2)(c) de la Loi de l'impôt sur le revenu (LIR) est très clair au sujet du CELI : « l'arrangement ne permet pas à une personne autre que le titulaire d'y verser des cotisations ». En d'autres mots, seul le titulaire du CELI peut y cotiser. Cela dit, la LIR n'interdit pas un particulier de faire don à son conjoint d'actifs, dont ce dernier peut ensuite contribuer à son propre CELI.

En règle générale, lorsqu'un particulier fait don ou transfère des actifs à son conjoint ou conjoint de fait, sauf si le conjoint cédant reçoit en échange une contrepartie à la juste valeur marchande, les revenus futurs et les gains en capital tirés du don seraient imposés à l'auteur du transfert et non au conjoint bénéficiaire, en supposant que l'auteur du transfert demeure un résident du Canada. Ces règles d'attribution, qui ont pour objet de faire obstacle aux formes les plus simples de fractionnement du revenu, cessent de s'appliquer au décès ou à la cessation de la relation conjugale et sont définies aux paragraphes 74.1(1) et 74.2(1) de la LIR.

Les paragraphes 74.1(1) et 74.2(1) s'appliquent-ils à un don fait à un conjoint lorsque ce dernier versera le don dans son propre CELI? Depuis 2009, année de la mise en place du CELI, une exception à cette règle d'attribution a également été introduite. Plus précisément, en vertu de l'alinéa 74.5(12)(c), la règle d'attribution ne s'appliquera pas à un don au conjoint tant que le don est détenu dans un CELI au nom du conjoint. De plus, pour que la règle d'attribution ne s'applique pas, la cotisation du don au CELI ne doit pas avoir créé ou ajouté à un excédent de cotisation au CELI. En d'autres mots, pourvu que la somme reçue par le conjoint destinataire soit cotisée à un CELI à son propre nom, et pendant qu'elle continue d'y résider, tout revenu ou gain en capital découlant du don ne sera pas assujéti aux règles d'attribution à condition que la cotisation n'ait pas créé (ou ajouté à) une cotisation excédentaire.

EXEMPLE :

Plus tôt cette année, Camille a cotisé le montant maximum autorisé à son CELI. Son conjoint François dispose encore d'une marge de cotisation de 10 000 \$. Afin de profiter de la marge de cotisation de François, Camille transfère donc un montant de 10 000 \$ à François, et celui-ci cotise cette somme à son CELI. Plus tard la même année, François retire les 10 000 \$ de son CELI. Le retrait de 10 000 \$ est-il imposable? Dans l'affirmative, à qui?

Le retrait de 10 000 \$ n'est pas imposable, car les montants retirés d'un CELI sont libres d'impôt. De plus, tout revenu ou gain gagné dans le CELI est exempt des règles d'attribution mentionnées ci-dessus et est également exempt d'impôt au moment du retrait. Mais allons un peu plus loin. Que se passe-t-il si Jeff réinvestit les 10 000 \$ dans un compte non enregistré et gagne par la suite un revenu ou des gains en capital sur le montant réinvesti? Un problème fiscal se poserait-il dans ce cas?

Selon le bulletin d'interprétation technique #2010-0354491E5 de l'ARC, les règles d'attribution s'appliquent lorsque l'argent donné à un conjoint aux fins de cotisation à un CELI est ensuite retiré du CELI. Par conséquent, si François retirait de son CELI les 10 000 \$ que lui a donnés Camille, les règles d'attribution stipulées aux paragraphes 74.1(1) et 74.2(1) de la LIR s'appliqueraient : si la somme était réinvestie, les revenus et les gains en capital découlant du don seraient imposés entre les mains de Camille.



Le bulletin d'interprétation ne réson :

- Si le CELI de François contient des fonds cotisés par lui-même en plus du don de Camille, le retrait subséquent serait-il réputé correspondre à ses propres cotisations ou au don de Camille?
- Si le CELI de François a fructifié pendant la période entre la cotisation du montant donné par Camille et son retrait, quelle portion du retrait serait considérée comme un gain par rapport au montant initialement cotisé?

La réponse à ces questions permettrait de déterminer quelle portion du retrait serait assujettie aux règles d'attribution, mais il s'agit d'une zone grise.

CE QUE PEUVENT FAIRE LES CLIENTS :

Les titulaires d'un CELI à qui leur conjoint a fait don d'une somme d'argent afin que celle-ci soit cotisée au CELI et qui veulent s'assurer que les règles d'attribution ne s'appliquent pas devraient envisager les mesures suivantes :

- employer les fonds retirés du CELI à des fins personnelles ne produisant pas de revenu (p. ex., remboursements d'un prêt hypothécaire, achat d'une voiture, etc.);
- employer les dons d'argent faits par le conjoint à des fins ne produisant pas de revenu, et cotiser à leur CELI à même leurs propres revenus; et/ou
- établir un deuxième CELI pour y verser les dons faits par le conjoint, prévenant ainsi toute ambiguïté quant au traitement fiscal des fonds éventuellement retirés.

Le CELI est un instrument de placement flexible, facile à utiliser et efficient. Cependant, comme la plupart des choses dans la vie, il faut bien planifier pour en retirer tous les avantages.

Consultez-nous en ligne à
ci.com/fr/planification-fiscale-de-la-retraite-et-successorale.



RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Cette communication est publiée par Gestion Mondiale d'Actifs CI ("CI GAM"). Tout commentaire et information contenus dans cette communication sont fournis à titre de source générale d'information et ne doivent pas être considérés comme des conseils personnels de placement. Les données et les renseignements fournis par CI GAM et d'autres sources sont jugés fiables à la date de publication. Certains énoncés contenus dans la présente sont fondés entièrement ou en partie sur de l'information fournie par des tiers; CI GAM a pris des mesures raisonnables afin de s'assurer qu'ils sont exacts. Les conditions du marché peuvent changer, ce qui pourrait avoir une incidence sur l'information contenue dans la présente. L'information contenue dans cette communication ne constitue pas des conseils juridiques, comptables, fiscaux ou de placement et ne devrait pas être considérée comme telle. Il convient de consulter des conseillers professionnels avant d'agir en vertu des renseignements contenus dans cette publication. Le contenu de cette présentation ne peut, en aucune manière, être modifié, copié, reproduit, publié, téléchargé, affiché, transmis, distribué ou exploité commercialement. Vous pouvez télécharger cette communication aux fins de vos activités à titre de conseiller financier, à condition que vous ne modifiez pas les avis de droit d'auteur et tout autre avis exclusif. Le téléchargement, la retransmission, le stockage sur quelque support que ce soit, la reproduction, la redistribution ou la nouvelle publication à n'importe quelle fin sont strictement interdits sans la permission écrite de CI GAM. Gestion Mondiale d'Actifs (est une dénomination sociale enregistrée de CI Investments Inc.

© CI Investments Inc. 2021. Tous droits réservés.

Date de publication: 18 septembre 2021

21-08-420476_F (09/21)